



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN TRACTEUR NEUF

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**MARCHÉ PONCTUEL n° 2025-8320-008**

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison d'un tracteur neuf de type arboricole à destination de la pépinière de l'ONF à Guéméné Penfao (44).

#### Pouvoir adjudicateur

OFFICE NATIONAL DES FORETS  
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine  
Agence Territoriale Pays de la Loire  
POLE PNRGF - GUEMENE  
3 la pepiniere  
Route de Redon  
44290 GUEMENE PENFAO

#### Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M. Jérôme FOUCAUD, Responsable Pôle Gestion de parcs de la direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'ONF.

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

OFFICE NATIONAL DES FORETS  
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine  
Agence Territoriale Pays de la Loire  
POLE PNRGF - GUEMENE  
3 la pépinière  
Route de Redon  
44290 GUEMENE PENFAO

Représenté par Jérôme FOUCAUD, Responsable Pôle Gestion de parcs de la direction territoriale Centre Ouest Aquitaine de l'ONF

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché**

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Monsieur Olivier FORESTIER, Chargé R&D, Responsable de la pépinière

POLE PNRGF - site de Guémené-Penfao  
3, La pépinière - 44290 GUEMENE-PENFAO  
Tél : 0240792445 – 0786861428  
[olivier.forestier@onf.fr](mailto:olivier.forestier@onf.fr)

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

La personne habilitée à donner les renseignements est Monsieur Augustin CHAUNU, Secrétaire général de la DT COA de l'ONF :

100 Boulevard de la Salle  
BP 18  
45760 BOIGNY-SUR-BIONNE  
Téléphone : 06 22 04 98 69  
Email : [augustin.chaunu@onf.fr](mailto:augustin.chaunu@onf.fr)

### **1.4 Personnes auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus**

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Monsieur Olivier FORESTIER, Chargé R&D, Responsable de la pépinière

POLE PNRGF - site de Guémené-Penfao  
3, La pépinière - 44290 GUEMENE-PENFAO  
Tél : 0240792445 – 0786861428  
[olivier.forestier@onf.fr](mailto:olivier.forestier@onf.fr)

### **1.5 Personnes auprès de qui des renseignements d'ordre juridique et administratif peuvent être obtenus**

Madame Yamina KECHEROUD  
Responsable territorial Achat  
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine  
9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges  
Email : [yamina.kecheroud@onf.f](mailto:yamina.kecheroud@onf.fr)

### **1.6 Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable secondaire au sein de la Direction Territoriale.

## **2 OBJET DU MARCHÉ**

### **2.4 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison d'un tracteur neuf de type arboricole à destination de la pépinière de l'Office National des forêts, Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine, à Guéméné Penfao (44).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

### **2.5 Classification CPV**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

16700000-2	Tracteurs
------------	-----------

## **3 CONTEXTE ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ**

### **3.1 Procédure**

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique

### **3.2 Forme du marché**

Le présent marché est un marché ponctuel composé d'un seul lot.

### **3.3 Décomposition en lots**

Ce marché n'est pas alloti dans la mesure où il ne peut pas faire l'objet de prestations distinctes.

Le marché est attribué à un seul et même soumissionnaire.

### **3.4 Durée et prise d'effet de l'accord-cadre**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Le tracteur être réceptionné impérativement au plus tard le 31 décembre 2025.

### **3.5 Délai de livraison**

Le candidat précisera dans son offre le délai de livraison. Le délai court à compter de l'envoi de la notification à l'entreprise retenue.

### **3.6 Conditions de livraison :**

L'offre comprendra la livraison de l'engin à l'adresse suivante :

**Office National des Forêts**  
POLE PNRGF - GUEMENE  
3 la pépinière  
Route de Redon  
44290 GUEMENE PENFAO

**Personne à contacter :**

Monsieur Olivier FORESTIER, Chargé R&D, Responsable de la pépinière  
Tél : 0240792445 – 0786861428  
[olivier.forestier@onf.fr](mailto:olivier.forestier@onf.fr)

Des opérations de mise ne route de la machine par le titulaire seront mises en œuvre sur place lors de la livraison en présence du représentant de l'ONF.

Les opérations de vérification sont effectuées par le service destinataire conformément au CCAG FCS.

**3.8 Bordereau de livraison du véhicule :**

La livraison de l'engin une fois équipé donne lieu à l'établissement par le titulaire du marché d'un bordereau de livraison destiné au service signataire de la commande. Ce bordereau sera signé par l'ONF pour confirmer la conformité et la réception finale.

**3.9 Réception :**

A la livraison, le titulaire délivre une fiche d'information sur l'utilisation et l'entretien du véhicule.

<b>4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ</b>
---

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement ;
- L'annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 30 mars 2021, non joint au dossier de consultation des entreprises mais réputé connu par les candidats.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## **5 SPECIFICATION TECHNIQUES**

### **5.1 Equipements de base**

Les équipements impératifs de base sont les suivants :

- Puissance entre 60 et 85cv
- 4 roues motrices
- Largeur hors tout comprise entre 1m25 et 1m40
- Taille des pneumatiques, avant 260 à 280, arrière 340 à 380
- Boîte de vitesse mécanique avec mini-réducteurs pour une valeur de 200 à 300m / heure
- Inverseur électro-hydraulique
- Prise de force 540 / 540 économique
- 3 distributeurs hydraulique double effets arrière
- Relevage arrière à bras coudés d'une capacité de levage comprise entre 2T et 3T
- Cabine de sécurité, climatisation, catégorie classe 3

### **5.2 Equipements souhaités**

Les équipements souhaités (mais non impératifs) sont les suivants

- Porte masse avant
- Masse de 150kg à 200kg
- Feux arrière de travail
- Extension de garantie

#### **5.1 Garantie**

La garantie de base est d'une durée de 1 an pièces et main d'œuvre.

Le candidat précisera dans son offre la durée, le champ d'application et les conditions de la garantie.

Etant entendu que l'offre ne pourra pas être inférieure aux garanties légales.

## **6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

### **6.2. Forme et contenu des prix**

#### **6.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

#### **6.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **6.3. Variation dans les prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

### **6.4. Modalités essentielles de paiement**

#### **6.4.1. Avance**

Il n'est pas prévu d'avance.

#### **6.4.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.  
Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.  
Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### **6.4.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8320-008 ;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Important** : Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

#### **6.4.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX.
- Numéro d'identification :  
66204311600018 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 6.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.  
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 6.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### 7 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

### 8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale
-

## **5.2. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

## **5.3. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

## **5.4. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

## **5.5. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)